



MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

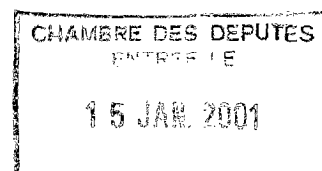
SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

SCL: 11 – L 3384
Doc. parl. 4707 /4

Luxembourg, le 12 janvier 2001

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Objet: *Projet de loi relatif à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe.*

Monsieur le Président,

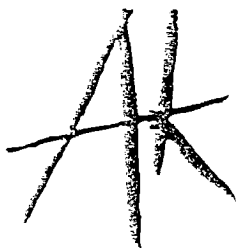
A la demande du Madame la Ministre de la Promotion Féminine, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis de la Chambre de Travail et l'avis de la Chambre des Métiers sur le projet de loi sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

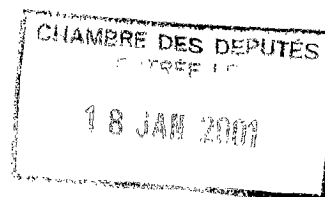
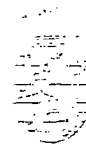
Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe

Transmis en copie pour information aux honorables Membres - de la Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine
Luxembourg, le 18 janvier 2001.
Le Greffier adjoint de la Chambre des Députés,
Claude Frieseisen



CHAMBRE DE TRAVAIL LUXEMBOURG ARBEITERKAMMER



AVIS

RELATIF AU

PROJET DE LOI RELATIF A LA CHARGE DE LA PREUVE DANS LES CAS DE
DISCRIMINATION FONDEE SUR LE SEXE

A-30/00
MDF/cg

Version définitive
8.12.2000

Par lettre en date du 26 septembre 2000, Madame le Ministre de la Promotion Féminine a fait parvenir à notre Chambre professionnelle le projet de loi relatif à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe.

Le présent projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 97/80/CE relative à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe.

En premier lieu, le projet de loi vise à introduire dans le droit luxembourgeois la définition de la discrimination indirecte contenue dans la directive, qui, elle-même correspond largement à celle appliquée par la Cour de Justice de la Communauté européenne.

Principalement le projet de loi tend, toutefois, à transposer dans notre droit interne le système d'aménagement de la charge de la preuve prévu par l'article 4, paragraphe 1^{er} de la directive et qui consiste en un système de partage de la charge de la preuve conçu comme suit :

Dès lors qu'une personne s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement et établit, devant une juridiction ou une autre instance compétente, des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, il incombe à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu violation de l'égalité de traitement.

Notre chambre tout en approuvant le principe du partage de la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe a deux objections à formuler, une objection de texte et une remarque d'ordre général.

Ad article 2 Champ d'application

Comme la preuve est la rançon du droit, notre chambre demande que le projet de loi s'applique également à la loi du 26 mai 2000 concernant la protection contre le harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail et portant modification de différentes autres lois

Remarque d'ordre général

Notre chambre exprime le souhait que le système du partage de la preuve soit dorénavant étendu à toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le harcèlement sexuel ou moral (mobbing), sur la race, la religion, l'opinion politique etc... ?

Sous réserve des observations ci-avant, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord au projet de loi susénoncé.

Pour la Chambre de Travail:
Le directeur



Marcel DETAÏLLE

Le président

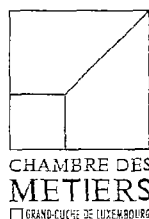


Henri BOSSI

RESULTAT DU VOTE DE L'ASSEMBLEE PLENIERE:

Votes positifs: 29
Votes négatifs:
Abstentions:





CdM/14/2/2000 - 168

Projet de loi relatif à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe

Avis de la Chambre des Métiers

Par sa lettre du 26 septembre 2000, Madame le Ministre de la Promotion Féminine a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi a pour objet la transposition en droit national de la directive 97/80/CE relative à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe, adoptée le 15 décembre 1997 par le Conseil des Ministres, sur proposition de la Commission européenne.

Le projet de loi vise d'une part à définir la notion de discrimination indirecte, qui, si elle se trouve d'ores et déjà ancrée dans la loi modifiée du 8 décembre 1981, n'a cependant jamais fait l'objet d'une définition. D'après la définition reprise textuellement de la directive, la discrimination indirecte existe lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre affecte une proportion nettement plus élevée de personnes d'un sexe, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit approprié(e) et nécessaires et ne puisse être justifié(e) par des facteurs objectifs indépendants du sexe des intéressés.

Dans l'optique d'une application efficace du principe de l'égalité de traitement au sein des entreprises publiques et privées, le projet de loi introduit d'autre part en droit interne le système d'aménagement de la charge de la preuve prévu par l'article 4, paragraphe 1^{er} de la directive 97/80/CE et qui consiste en un système de "partage" de la charge de la preuve.

D'après ce système, dès lors qu'une personne s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement et établit, devant une juridiction ou une autre instance compétente, des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, l'autre partie doit alors prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe de l'égalité de traitement.

La Chambre des Métiers accueille favorablement la démarche des auteurs du projet de loi de consacrer le partage de la charge de la preuve et de ne pas faire usage de l'option prévue par la directive permettant aux Etats-membres d'adopter un système de renversement de la charge de la preuve. Ce système équilibré de partage devrait en effet être de nature à garantir à suffisance de droit dans la pratique le respect du principe de l'égalité de traitement.

Après analyse des articles, la Chambre des Métiers approuve le projet de loi sous rubrique, qui reflète fidèlement les dispositions de la directive.

Luxembourg, le 15 décembre 2000

Pour la Chambre des Métiers


Paul ENSCH
Directeur


Paul RECKINGER
Président